

La récente OPA "inamicale" de Mittal sur l'entreprise Arcelor nous rappelle que le Marché est aujourd'hui le "maître" de l'économie mondiale, au détriment des économies nationales et des conditions sociales du monde ouvrier, considéré désormais comme une simple "variable d'ajustement". Il faut être clair : que Mittal Steel l'emporte, et c'est tout un pan de l'industrie française et européenne qui échappe à la France comme à l'Union Européenne, au profit d'une société, d'ailleurs plus "mondiale" (ou "apatride") qu'indienne...

Malgré les propos rassurants de Lakshmi Mittal, on peut légitimement s'inquiéter des perspectives pour l'emploi d'une telle opération: doit-on rappeler comment Mittal s'est développé dans les années 90 et quel sort fut, en définitive, réservé aux salariés des entreprises rachetées ? Mittal ne passe pas particulièrement pour être un philanthrope...

Il est tout de même surprenant de constater comment l'Etat français, au moment de la privatisation d'Usinor (qui s'est fondu avec d'autres entreprises européennes pour créer Arcelor), n'a pas conservé de moyen de pression, par exemple sous la forme d'une participation actionnariale, alors que des milliards de francs de fonds publics (c'est-à-dire financés par l'impôt...) ont été engloutis dans cette entreprise dans les années 80-90 pour lui permettre de survivre, de maintenir une activité industrielle dans des régions déjà fortement éprouvées par la désindustrialisation.

Aussi, le "**patriotisme économique**" évoqué par M. de Villepin, s'il n'est pas soutenu par un "**p rojet novateur**

" et conquérant (ne serait-ce que de reconquête du Marché intérieur en France et, plus largement, en Europe, dans un premier temps), s'il n'est pas d'abord soutenu par une volonté politique forte et décidée à garder la maîtrise du destin national, de la protection sociale de ses populations, ne sera qu'une illusion de plus, une de ces "grandes formules" qu'on agite quand

on ne sait plus quoi faire ni quoi dire.

La France a besoin d'un Etat qui, sans verser dans l'étatisme ou le dirigisme, soit capable de volonté, d' imagination, de projets; un Etat politique qui, malgré les oukazes des partisans du "Tout-Marché" et du néolibéralisme, soit aussi soucieux du sort des populations ouvrières qui vivent et travaillent sur son territoire; un Etat qui n'hésite pas à engager de grands chantiers industriels, dans le cadre, par exemple, de l'Aménagement du territoire ou de la communication.

En somme, un Etat qui ne soit plus la proie des partis ou des hommes d'argent, mais qui soit libre de ses décisions régaliennes, au service des intérêts de chacun, dans la longue suite des générations.